



BORDEAUX : QUE FAIRE DANS LES 55 000 HECTARES ? COMMENT ARTICULER DANS LA VILLE BATI ET NON-BATI ? QUELLE TENSION ACCEPTABLE ? QUELLE NECESSITE ?

Vendredi 22 septembre 2017

Modérateur : Rémi CAMBAU

PARTICIPANTS :

Jacques MANGON, Maire de Saint-Médard-en-Jalles, Vice-Président de Bordeaux Métropole en charge de l'urbanisme réglementaire et de la stratégie foncière,
Henri BAVA, paysagiste, Agence TER,
Pablo GÉORGIEFF, paysagiste et jardinier, Agence Coloco,
Djamel KLOUCHE, urbaniste, Agence L'AUC,
Bas SMETS, paysagiste, Bureau Bas Smets.

LA SÉANCE EST OUVERTE À 17 HEURES 06

Rémi CAMBAU : Ce débat rassemble Jacques MANGON, les paysagistes Henri BAVA, Pablo GÉORGIEFF, Bas SMETS et Djamel KLOUCHE. Il portera sur l'avenir des 55 000 hectares. Le principe de la biennale est de se décentrer un peu des obligations, des concertations, des workshops pour parler plus librement. Nous avons donc décidé de dédier un après-midi à une large réflexion : dans quelles conditions peut-on faire cohabiter les habitants et le vivant, et pas seulement à l'intérieur des villes ? Quelles sont les frontières des villes aujourd'hui ?

Comme le disait précédemment Rémi JANIN, qui est agriculteur et paysagiste, la campagne est elle-même principalement habitée par des gens qui vont vraisemblablement travailler en ville. Ce ne sont pas des agriculteurs ni des ruraux. Les frontières sont vraisemblablement estompées. Par conséquent,

comment faire habiter les humains et le vivant dans une métropole comme Bordeaux ?

Cela nous amène à une question plus directe : quel sera l'avenir des 55 000 hectares de nature bordelaise ? Nous avons invité un responsable politique : Jacques MANGON, Maire de Saint-Médard-en-Jalles, vice-président de la Métropole en charge de l'Urbanisme réglementaire et du Foncier.

Vous serez entourés des paysagistes et urbanistes que la Métropole a convié à cette réflexion sur les 55 000 hectares.

Jacques MANGON, comment voyez-vous l'organisation de la réflexion sur les 55 000 hectares dans le cadre d'un futur projet métropolitain, d'une grande Métropole bordelaise ?

Jacques MANGON : Bonjour à tous. Je pense que le matériau des 55000 hectares est fantastique. C'est un regard qui n'avait jamais été posé de manière aussi aiguë et aussi convergente sur cette richesse-là.

Après, la question qui se pose est : comment va-t-on l'exploiter ? L'exploiterons-nous sur un logiciel que l'on a souvent vu en France, un logiciel défensif, dans lequel la nature est vécue comme agressée, qu'il faut protéger avec une espèce de Ligne Maginot et de petits projets qui la valorisent ? Nous avons livré ici un PLU où encore 51 % du territoire est consacré à la nature et nous pouvons nous en enorgueillir et nous continuerons sur cette lancée.

Enfin, cela me paraît être une manière peut-être un peu dépassée de vivre sur un matériau aussi riche. Les lignes Maginot sont faites pour un jour ou l'autre être enfoncées : nous allons défendre 50%, le sanctuariser, créer beaucoup de règles, édifier des barrières toujours plus hautes qui seront franchies un jour dans l'urgence et de façon déplorable.

Je suis partisan d'une autre méthode plus compliquée : il faut faire un projet avec ce matériau-là, en changer les paradigmes, qui traditionnellement étaient économiques, sociaux, de mobilité, autour desquels on saupoudrait un peu de bonne conscience verte. Il faut changer puissamment la façon de concevoir un projet et mettre l'environnement au cœur du projet.

Protéger la nature en faisant projet autour d'elle me paraît être une méthode plus sûre et plus intéressante que ces lignes Maginot. En effet, un projet ne peut pas être amputé de ce volet nature s'il est construit sur la nature. Il est en revanche possible d'empiéter petit à petit un sanctuaire nature. Je pense que nous avons besoin de changer assez violemment de logiciel, de paradigme et de faire un nouveau projet à long terme pour la Métropole. Ce projet doit être basé en particulier là-dessus, et aussi sur les attentes individuelles qui changent

beaucoup sur cet univers sensible. Ce sont vraiment des façons de penser qui me semblent nouvelles et qu'il faut mettre en œuvre.

Rémi CAMBAU : Vous nous annoncez un projet métropolitain à mettre en chantier maintenant. C'est une nouveauté.

Jacques MANGON : Alain JUPPÉ a dit tout récemment qu'il fallait que l'on réfléchisse à 2030-2050, je partage totalement cet avis et je crois qu'il faut qu'on le fasse avec cette nouvelle méthode-là. La nature n'est pas un appendice pour se donner bonne conscience. Elle se trouve au cœur du réacteur.

Rémi CAMBAU : Je voudrais demander aux paysagistes, Henri BAVA et Pablo GÉORGIEFF, leur avis quant à cette intervention et de partager avec nous le fruit de leur expérience sur les confrontations possibles entre bâti et nature. Henri BAVA, vous travaillez sur des grands paysages urbains : la vallée de Molenbeek à Bruxelles, la vallée de la Vilaine à Rennes. Vous avez aussi l'expérience de confrontations qui parfois peuvent sembler violentes. Par exemple, la Rive de Pudong est à Shanghai, une des plus grandes métropoles dont le développement a explosé. Comment gérez-vous cette confrontation ?

Pablo GÉORGIEFF, vous travaillez pour l'Agence COLOCO. Vous traitez à la fois des sujets comme le paysage naturel du Canigou, l'installation d'un jardin aérien sur une tour de la Défense, la Tour D2. Comment faites-vous cohabiter ces éléments ?

Henri BAVA : Comme le dit Jacques MANGON, il faut faire projet avec la nature et donc éviter qu'elle soit un appendice. Il s'agit d'utiliser tout ce qui est en notre pouvoir localement, que ce soit une vallée, que ce soit un fleuve, que ce soit une rivière, utiliser le contexte ensemble avec la programmation urbaine pour imaginer un projet.

À Pudong, nous nous sommes dit qu'au lieu de couvrir les rives – il y avait des sortes de boues, des alluvions qui s'accumulent sur les bords –, pourquoi ne pas cultiver ces alluvions, en faire un jardin urbain, flottant, un élément écologique en cœur de ville ? A Molenbeek, c'était plus l'idée d'une vallée cultivée, jardinée en cœur de Bruxelles. A chaque fois, nous utilisons la topographie, les habitudes des populations pour faire projet.

A Bordeaux, on ne peut plus parler de marge puisque l'on parle de Métropole. Il y a plusieurs communes, réunies au sein d'une grande entité. Il faut faire l'effort de passer du niveau très précis, très local de projet, et faire projet avec l'ensemble de la Métropole. Il y a à chaque fois des zooms à faire en même temps. Sur la question de la nature, ce n'est pas uniquement une image symbolique : il faut la rendre un peu plus quotidienne, la ramener à des éléments concrets, précis.

Dans le cadre des 55 000 hectares, une des idées était d'essayer de définir où était la biodiversité. Où est la nature, la biodiversité dans les 55 000 hectares ? Bien sûr, nous avons de grands éléments : la forêt, les bords du fleuve. Clément parle du tiers paysage. Regardons où il y a de la biodiversité. Cela peut être aux bords des voies rapides – en général, c'est en situation justement de bordure, en lisière de forêt, les ripisylves le long des fleuves, des jalles –. Nous pouvons localiser, cartographier ces entre-deux pour les intégrer au projet, faire projet avec.

De même, quand nous parlons d'une ville bords d'eaux au pluriel, avec un X à la fin, nous avons différentes eaux. L'eau peut être abondante, un problème. C'est une ville qui déborde, une ville qui ne doit pas uniquement imaginer que l'eau va être collectée partout, pour être mise dans des tuyaux en souterrain et ensuite évacuée sur le fleuve. Cette eau sera utilisée et il faut faire en sorte que l'eau soit le plus possible filtrée, traitée, lieu par lieu. Il y a tout un travail sur ce que l'on appelle les zones humides. Le sol est en grande partie une éponge ici.

Il y a énormément de difficultés à construire : il faut utiliser cette difficulté comme une opportunité de projet, donc faire en sorte de cartographier les zones humides pour qu'elles soient en continuité, que l'eau puisse être conduite jusqu'à ces zones d'infiltration et éviter de penser uniquement aux compensations parce qu'aujourd'hui, on pense en compensations.

Rémi CAMBAU : Oui, bien sûr.

Henri BAVA : On imagine un projet, mais après, on se rend compte...

Rémi CAMBAU : C'est limiter, réduire, compenser.

Henri BAVA : Après coup, en zone humide, il y a un manque de regard sur le regard que nous ignorions au départ. Il faut ensuite compenser, sans trop savoir comment, sans trop savoir si ces compensations mises bout à bout feront projet ou non.

Il faut réguler les échanges d'eau, la température avec des puits de chaleur, et ce, lieu par lieu, projet par projet. Ainsi, nous pouvons imaginer des espaces sensibles, sensuels, aimables, attirants, élégants comme peut l'être Bordeaux dans beaucoup d'endroits, mais également efficaces.

Rémi CAMBAU : Quel est votre regard, Pablo GÉORGIEFF?

Pablo GÉORGIEFF : Cela me rappelle la différence entre la médecine allopathique occidentale où tant que l'on n'est pas malade, on ne paie rien, et la médecine traditionnelle chinoise où l'on paie pour être en bonne santé et lorsqu'on est

malade, on ne paie plus car le médecin nous prend en charge. Je trouve cela très intéressant.

Rémi CAMBAU : Le paysagiste serait donc payé à doses homéopathiques, sauf s'il y a un problème et alors cela tomberait à sa charge ?

Pablo GÉORGIEFF : Ce serait une voie à explorer. Comme nous sommes là pour ouvrir des horizons dans le cadre non administratif, j'en profite pleinement.

Rémi CAMBAU : Bien sûr.

Pablo GÉORGIEFF : Trois dimensions doivent être prises en compte dans ce projet : la reconnaissance, la vision et la tactique. Dans un premier temps, nous avons fait un travail conséquent de reconnaissance du territoire, en lien avec tous les acteurs, les habitants, les gens qui le cultivent, qui le connaissent depuis longtemps. Je pense qu'il est nécessaire de le connaître encore mieux. Il y a peut-être une notion d'évènements, de fréquentation, de randonnée, d'évènements culturels, quelque chose qui puisse permettre de découvrir plus en profondeur ce territoire que l'on connaît finalement assez mal.

Deuxièmement, je pense qu'il faut une vision autant géopolitique que poétique. Quel paysage, quel imaginaire veut-on construire, quel produit touristique veut-on vendre à terme, quel projet de territoire porte-on ? Cela se construit autant avec le technicien qu'avec le politique et le poète. Un travail a été initié, mais il faut l'approfondir, pour que cela puisse se décliner de façon tactique dans le réglementaire, dans la gestion des ressources humaines, de l'entretien de la voirie et des espaces verts, dans les différents projets menés partout sur la Métropole.

Nous avons cette culture du plan-guide, du règlement, qu'il faut appliquer pour être vertueux. Je pense qu'aujourd'hui, la question de la nature, de la qualité du vivant, des substrats, fait que nous sommes obligés de fusionner ces dimensions et d'articuler le stratégique et son application. Nous n'éditerons pas un catalogue de solutions vertueuses qu'il suffirait d'appliquer parce qu'un modèle de logement, ou une solution technique, est favorable à la diversité. Je pense qu'il y a une logique de cas par cas, qui exige d'être en veille, de la discussion, qui requière un projet dynamique, itératif. Il me semble que c'est une occasion formidable d'inventer une autre manière d'accompagner le développement de la ville, tout en accueillant plus d'habitants, qu'ils soient humains ou non humains, puisque aujourd'hui nous nous préoccupons d'une variété de formes d'expression de la vie. C'est évident aujourd'hui que nous sommes plus heureux au sein d'une plus grande diversité. Cela s'appelle la biophilie en termes scientifiques. C'est étudié de façon extrêmement sérieuse par des laboratoires d'anthropologie, de psychologie. C'est bénéfique pour la santé mentale, cela réduit la consommation d'antidépresseurs. C'est une question de santé publique.

C'est vrai que Bordeaux, avec les 50 000 logements, puis les 55 000 hectares, qui bien que décalés s'inscrivent dans une même mouvance, sentait qu'il y avait une réflexion un peu d'avant-garde sur : comment penser la Métropole millionnaire et comment corréliser ces questions ? Aujourd'hui, nous sommes peut-être face à une nouvelle occasion de repenser la méthodologie, de faire le projet métropolitain.

Rémi CAMBAU : Sur le principe, estimez-vous viable l'interpénétration de la dimension naturelle et la dimension bâtie ?

Pablo GÉORGIEFF : Nous n'avons pas le choix, la dynamique démographique étant ce qu'elle est pour l'espèce humaine. Il faut des logements pour cette masse d'êtres humains qui arrive. C'est un problème planétaire. Nous sommes en croissance exponentielle. Selon les projections, nous pourrions être jusqu'à 12 milliards, 15 milliards. Certains disent qu'il faudrait radicalement redescendre par des catastrophes à 5 milliards. Je suis partisan de faire front à la nécessité immédiate, et ce de façon enthousiaste et intelligente.

Rémi CAMBAU : Mais pouvons-nous le faire en respectant notre écosystème, y compris dans le cadre d'une métropole ?

Pablo GÉORGIEFF : Nous le pouvons. La nature n'a pas d'échelle. Nous pouvons être vertueux sur 5 centimètres carrés comme sur 55 000 hectares. C'est une question d'attitude, d'engagement et de mettre les valeurs au bon endroit.

Rémi CAMBAU : Je voudrais avoir le regard maintenant de Bas SMETS et Djamel KLOUCHE. Je me tourne vers vous parce que Bas SMETS est l'actuel commissaire de l'AGORA cette année, Djamel KLOUCHE l'était en 2010. Le thème était : les métropoles et plus précisément, les métropoles millionnaires. Pour Bordeaux, cela interrogeait l'objectif de croissance d'une population qui est autour de 800 000 aujourd'hui. Ton choix avait été de représenter les tâches urbaines d'une sélection de métropoles, pour nous interroger sur les situations que l'on pouvait y trouver et sur les réponses que l'on pouvait y apporter.

Aujourd'hui, dans le cas de la Métropole bordelaise, comment perçois-tu cette question de l'intégration de la nature ?

Djamel KLOUCHE : Effectivement, en 2010, nous étions, avec l'équipe de l'AUC, Caroline POULIN et François DECOSTER, commissaire d'Agora. Nous avons choisi 27 métropoles et exposé leurs tâches urbaines, à une très grande échelle.

A travers ce système, la notion de tâche urbaine disparaissait et on regardait plutôt cette interpénétration du vide et du plein - si on peut dire que le construit

est le plein et le paysage ou la nature sont le vide. Cela dessinait des typologies de villes radicalement différentes, celles du Nord comme Stockholm étaient radicalement différentes des villes méditerranéennes comme Palerme.

Après la biennale, nous avons eu la chance de travailler sur les deux études prospectives lancées par la Communauté urbaine, d'abord les 50 000 logements dont on était les leaders et ensuite, les 55 000 hectares de nature, où nous avons travaillé avec Bas SMETS qui était aussi dans notre équipe, pour les 50 000 logements. Les ingrédients existent aujourd'hui pour construire ce projet métropolitain.

Il est vrai que les deux études étaient disjointes et il est peu aisé aujourd'hui de leur donner un sens commun. Je pense que les deux études ont montré la vraie potentialité d'une harmonie entre des formes d'urbanisation et des formes de développement de la nature.

Je pense que le centre de Bordeaux est quasiment constitué, c'est-à-dire que tous les projets sont là. Ils vont peut-être mettre encore 10 ans, 15 ans, à se construire, notamment la Rive Droite qui nous fait face aujourd'hui. Je pense que des choses sont en train de se passer sur la Première Couronne. J'ai l'impression que l'enjeu du projet urbain métropolitain se passe plutôt en Seconde Couronne car les territoires y ont besoin d'une vision, d'écrire d'une nouvelle façon ce rapport à la nature. Nous devons interroger le rapport ville-nature, la Seconde Couronne est probablement l'endroit le moins questionné dans ce territoire métropolitain.

Il a été questionné pendant les 55 000, mais je pense qu'il faut aller plus loin. J'aime bien parler de Métropole climatique car j'aime l'idée du climat au sens presque poétique du terme. Je pense qu'une métropole a plusieurs climats. Habiter à Saint-Médard-en-Jalles est différent d'habiter à Braza, sur la Rive Gauche, à Pessac. Je pense qu'il faut parvenir à construire un projet urbain métropolitain dans lequel chaque territoire est en capacité de contribuer à la fabrique du projet urbain métropolitain. Nous avons souvent une lecture du centre vers la périphérie, ou alors radioconcentrique. Je pense au Grand Paris.

Rémi CAMBAU : L'Histoire a dessiné cela.

Djamel KLOUCHE : Oui mais cela devient parfois trop dominant. Bordeaux court le même risque d'une lecture d'un centre qui se répand, avec les boulevards, la rocade. Il faudrait inverser le système pour faire la nature le vecteur de développement. Il faut regarder quelle façon on peut répondre aux enjeux de la COP21 de façon positive. Je suis d'accord avec Monsieur MANGON, il ne faut pas être dans le défensif.

La biennale de Rotterdam, qui sera aussi à Bruxelles, prend cette question de façon un peu frontale. Ils ont pris tout le texte de la COP21 et se sont dit : comment peut-on y répondre de façon positive et en prenant comme terrain d'expérimentation la ville de Rotterdam, la métropole bruxelloise ? Je trouve que c'est de cette façon-là qu'il faut aujourd'hui construire ces projets. Il faut prendre ces questions, le climat, la nature, et voir comment y répondre. Nous connaissons les effets des changements climatiques.

Rémi CAMBAU : C'est parfois tragique, bien sûr.

Djamel KLOUCHE : C'est tragique toutes les 48 heures ces derniers temps. Il faut se poser cette question de façon plus frontale. Cela n'empêche pas de fabriquer une Métropole joyeuse, vivante, stimulante, mais il faut peut-être inverser le regard et ne pas être dans la logique du centre qui s'étend. Comment peut-on faire émerger des climats métropolitains, des climats différents qui dessinent l'atmosphère de Bordeaux ?

Rémi CAMBAU : Bas SMETS, Agora a cette année pour thème le paysage. Nous parlons de réalité augmentée avec le travail à partir des films, de construction des paysages et du regard que l'on a dessus. L'enjeu est aussi de répondre aux défis climatiques, de construire un projet métropolitain. Comment cela peut-il se construire à l'échelle d'une Métropole comme Bordeaux qui a 51 % d'espaces naturels ?

Bas SMETS : Nous sommes partis d'un triple constat lorsque nous avons commencé à réfléchir à l'exposition. Nous sommes 7,5 milliards d'humains sur la planète. Les prévisions annoncent 12 milliards en 2050, 15 milliards à la fin du siècle. Ensuite, 50 % de cette population vit dans les métropoles. Enfin, plus de terrains seront dédiés à l'habitat humain, ce qui réduira les surfaces naturelles. Et à tout cela, il faut ajouter les impacts des changements climatiques que l'on a du mal à imaginer aujourd'hui.

Comment faire face à ce triple constat et comment imaginer le projet de paysage dans cette optique ? Il faudrait imaginer le paysage du futur, dans ce développement, dans les besoins d'agrandissement de l'espace pour cette population qui ne cesse de grandir. Voilà pourquoi j'ai beaucoup aimé l'étude « 55 000 hectares pour la Nature » : pour la première fois en Europe, une ville se pose la question du projet de nature et du rôle de la nature au sein du projet métropolitain. C'est effectivement une question de rôle. Je pense que l'on a encore en tête cette ville médiévale emmurée, qui se trouve dans une sorte de nature infinie qui nous donne gratuitement de l'oxygène, de l'eau potable, des services écologiques.

Depuis que les villes sont devenues des métropoles, l'urbanisation planétaire est en route partout, encore plus dans les mégalopoles de l'Est. Le projet de paysage

est donc à redéfinir. Je pense qu'il pourrait devenir une façon d'organiser le territoire, pas seulement de protéger des éléments naturels, mais en premier lieu pour envisager la transformation totale qui est en train de se produire.

A Bordeaux, comme dans d'autres territoires, nous avons tenté d'imaginer ces paysages augmentés, qui sont quelque part l'accompagnement de l'agrandissement des métropoles. C'est aussi un moyen de réfléchir à une échelle planétaire : comment garantir les services écologiques, que la biosphère nous donne gratuitement, dans le futur ?

Rémi CAMBAU : Tu parles d'une sorte de projet paysager mondial, planétaire.

Bas SMETS : C'est une responsabilité mondiale. Évidemment, nous ne referons pas le monde.

Rémi CAMBAU : Bien sûr, il n'y a pas d'interlocuteur pour construire un projet paysager planétaire.

Bas SMETS : Pas encore, mais au moins, nous nous dégageons complètement d'un aspect de préoccupation esthétique. Le paysage n'est pas fait pour l'esthétisme. Il est là pour organiser le territoire, ses services écologiques. Il faut considérer le paysage comme une sorte de système écologique qui permet ou qui accompagne cet agrandissement.

Rémi CAMBAU : Que penses-tu du potentiel de Bordeaux, pour avoir travaillé sur les « 55 000 hectares », pour servir de support à cette démarche ?

Bas SMETS : Bordeaux, par définition, a toujours fait avec l'eau, avec l'hydrologie, et ce dès le début. La ville s'est construite à l'ouest de la Garonne parce que les bateaux pouvaient y arriver. Entre temps, elle s'est déplacée de l'autre côté, mais Bordeaux a une tradition et a été construite dans une sorte de transformation de la nature qui préexistait avant.

Aujourd'hui, il existe deux projets phares : la Rive Droite et la Rive Gauche. Nous essayons de montrer avec l'exposition que ce paysage secondaire des coteaux et des jalles peut devenir un autre projet pour s'assurer qu'assez d'eau circule jusqu'au centre de la ville et que suffisamment de végétation pénètre la ville de pierre.

Rémi CAMBAU : Jacques MANGON, ces interventions valident, d'une certaine façon, des possibilités, des pistes. Mais les citoyens ont-ils raison de craindre que l'urbanisation ne soit destructrice? Cela s'est produit dans l'Histoire récente.

Jacques MANGON : Je rebondis sur une ou deux choses qui ont été dites. D'abord, je suis un fervent convaincu de ce qu'a dit Djamel KLOUCHE à propos du

temps dans lequel nous sommes, le temps des questions pour la Seconde Couronne. Je suis maire d'une de ces villes. Il faut regarder ce qu'il va se passer en dehors de Bordeaux, qui est un moteur puissant et le restera.

Rémi CAMBAU : Bordeaux, la commune donc?

Jacques MANGON : Oui. Pour rejoindre ce que disait Djamel Klouche, il faut que les gens comprennent que des génies sont à révéler à l'extérieur. J'appelle cela la Métropole inversée. Il existe des génies propres, des lieux à réveiller qui seront aussi demain des moteurs, pas de même importance, mais des moteurs tout de même pour la Métropole toute entière. La vision où l'énergie n'est qu'au centre ne fonctionne pas.

Ensuite, j'ai bien aimé ce que disait Pablo GÉORGIEFF au sujet de la poésie. Je crois qu'un bon projet est un projet global qui intègre puissamment la nature. On ne peut pas échapper au durable, le bon terme est « climatique ». Bien évidemment, la Métropole se doit aussi d'être prospère, le contraire est inimaginable. Elle doit aussi être douce, c'est-à-dire qu'elle porte un projet pour l'Homme. C'est précisément le défaut d'ailleurs de l'appellation « 50 000 logements » : le chiffre 50 000 était terrible. Cela donne l'impression que la Métropole écrase l'Homme avec toute la hauteur des immeubles qui arrivent. Il faut que ce soit un projet d'une Métropole douce. L'appellation climatique, qui vous est chère, dit bien ça.

Je pense que l'on peut expliquer cela aux gens et en donnant de l'ambition, en faisant un immense *up and under*. C'est comme au rugby, on envoie la balle très haut et puis, on se met en bas pour essayer de la récupérer et on organise des attaques gagnantes. Mais il faut avant tout la volonté de réfléchir loin et c'est pour ça que je crois que le projet qu'appelle de ses vœux Alain JUPPÉ quand il parle de 2030-2050 est le bon.

Evidemment, l'avenir est compliqué. Il faut faire des diagnostics, même si nous savons qu'ils sont incertains, pour parvenir à mettre au loin notre ambition. Bien sûr, nous nous tromperons pour partie, mais en tout cas, nous aurons tracé un chemin qui est un chemin d'épanouissement individuel. Cela me paraît totalement nécessaire.

Rémi CAMBAU : Il y a nécessairement des risques : l'objectif d'augmentation de la population malgré tout n'est pas infranchissable. Il faut loger les gens.

Jacques MANGON : L'objectif n'est pas du tout l'augmentation de la population. En termes de communication, nous avons été quelquefois mal compris par les habitants de la Métropole. Ils ont cru que l'objectif était de faire une Métropole millionnaire. Non, c'est la réalité qui est devant nous. On gagne chaque année 15 à 20 000 nouveaux habitants sur la Gironde, dont une bonne moitié sur la Métropole. Ce n'est pas un objectif, c'est une réalité. C'est une nécessité

imposée par l'évolution actuelle. Il faut écrire un projet de Métropole millionnaire en intégrant complètement la nature.

Rémi CAMBAU : Messieurs, cette perspective de croissance est faible si nous comparons Bordeaux aux métropoles du Sud ou de l'Est. Est-ce supportable au sens du développement durable ? Qu'en pensez-vous ?

Pablo GÉORGIEFF : Il faut constater que la Métropole est un succès mondial. Les métropoles grandissent, réussissent économiquement, au niveau de la culture, au niveau de l'intelligence. Elles réussissent dans plein de domaines. Pour preuve, la réforme territoriale que nous avons connue en France a recentré beaucoup l'activité du pays sur les métropoles. C'est une formule gagnante.

Rémi CAMBAU : Oui, les maires ruraux s'en plaignent suffisamment.

Pablo GÉORGIEFF : Absolument. Il y a quand même une certaine intelligence derrière tout cela. Je pense que la Métropole est aussi le lieu des solutions et c'est pour ça que c'est intéressant. Notre défi est bien celui d'une certaine densité à l'échelle territoriale, qui fait sens au niveau des transports, au niveau de la logistique, au niveau des services. Ça ne veut pas dire que les zones plus rurales sont abandonnées, mais que d'autres types de relations sont tissés et que l'on se donne les moyens au niveau des métropoles d'inventer de nouvelles formules.

Si nous acceptons le fait que l'attractivité des métropoles fait qu'elles vont grandir démographiquement, qu'il faut accueillir une population et qu'il faut inventer des modèles de villes, de villages, d'ensembles urbains, de bâtiments, de mélanges d'activités, de travail, d'habitat, il y a plein de champs de recherche pour de nouvelles formules. Je pense que c'est vraiment une stratégie multi-niveaux qui demande à être mise en place parce que c'est bien là que l'on a les moyens de créer de nouvelles solutions.

Rémi CAMBAU : Oui. Vous ne répondez pas tout à fait à ma question parce que l'on parle de Métropole douce, qui est un peu l'ambiance dominante à Bordeaux par ailleurs, une de douceur de vivre qu'a toujours défendue Alain JUPPÉ. Après tout, une Métropole d'un million d'habitants mérite-elle encore le nom de Métropole ? Est-ce du relativisme à l'envers ?

Djamel KLOUCHE : Lorsque nous avons travaillé sur les métropoles millionnaires, nous avons trouvé beaucoup de littérature d'économistes, géographes, urbanistes, qui ont travaillé sur la ville moyenne. Nous avons trouvé énormément de littérature sur les grandes métropoles, au-delà de 5 millions ou de 6 millions. L'échelle millionnaire n'a jamais été franchement étudiée. À l'époque, l'hypothèse de l'exposition était que la Métropole millionnaire cumulait les atouts de la ville moyenne et les atouts de la grande Métropole. C'est de là

qu'elle tirait sa puissance ou sa force. Cela signifie qu'elle est douce mais connaît également des moments d'intensité extrême et que ces deux moments coexistent dans un même territoire. C'est le confort urbain pour moi. A un moment donné, je choisis d'habiter Bordeaux parce que je peux trouver un logement en Seconde Couronne plus proche de la nature, etc., et je peux prendre mon tramway pour être en 10 minutes au cœur de l'intensité, la fête, d'une urbanité métropolitaine.

Cette gradation de l'intensité fait la force des villes millionnaires. Toutes les villes à cette échelle sont puissantes, par exemple Zurich. C'est une place économique, c'est une place de l'éducation, des assurances, de la nature, avec de grands parcs, de grandes pièces d'eau, une qualité de vie incroyable. Ces villes-là sont éminemment attractives et trouvent une certaine douceur, qui ne peut bien évidemment pas être partout. C'est une belle échelle pour un développement.

Rémi CAMBAU : Belle échelle, Henri BAVA, qu'en pensez-vous ?

Henri BAVA : J'emploierai le mot « milieu », au lieu d'échelle. Finalement, la ville, c'est un milieu. Quand j'entends la douceur, l'attractivité, le confort, je dirais que c'est notre milieu de vie. Pour réussir ce milieu, qui est un jeu d'interactions entre les mobilités, l'habitat, le commerce, l'agriculture, les éléments de nature, il faut éviter que la tâche dont parlait Djamel se développe, qu'elle engloutisse l'ensemble et qu'elle recouvre tout. Je reparle encore une fois des sols. L'idée est de garder le maximum de sols ouverts. Cela signifie qu'il faut faire des simulations au moment de la conception des plans pour que ce soit simplement à l'allemande, les *schwarz-weiss*, noirs et blancs.

Dans l'exposition, il y a beaucoup de plans qui sont montrés par Bas sur : comment simuler le bâti et non le bâti, qui n'est pas un vide et qui est aussi du sol ouvert, qui est aussi des jardins, des plantations, des arbres ? Nous avons besoin d'arbres en ville. Comment créer ce jeu ? Nous serons obligés de passer par une certaine densification. Le mot n'a pas été encore prononcé, mais il est sous-jacent à ce que vous évoquez là. On augmente le nombre d'habitants, faut-il densifier ou alors recouvrir plus ? Comment densifier ? C'est la question.

Et ce qui m'intéresse dans l'idée de densité ou de densification, c'est effectivement de garder la relation aux sols. S'il y a densification : pourquoi, quel avantage donne-t-on aux espaces publics, aux éléments jardinés ?

Rémi CAMBAU : Il se trouve que le PLU de Bordeaux est très protecteur et que pour 60 %, je crois, de sa surface, il limite les hauteurs à R+1. Bordeaux est une ville de maisons et par ailleurs, c'est une ville-jardin.

Laure PLANCHAIS montrait plus tôt les surfaces libres de pleine terre. En surface de pleine terre, Bordeaux a un potentiel formidable. Une question serait, au lieu

de densifier, de savoir comment cohabiter avec par exemple une zone humide. Peut-on cohabiter avec l'inondation quand on construit ? Ce n'est pas de la densification, c'est de la possibilité. Peut-être que cela fait partie de la recherche qui est devant nous : trouver les bonnes façons de faire, plutôt que d'interdire la construction de zones inondables, permettre à certaines conditions, qui respectent peut-être l'environnement, le milieu, l'écosystème. Qu'en pensez-vous ?

Henri BAVA : Cela repose la question finalement de : comment est envisagé l'espace public ? Qu'y a-t-il entre les éléments construits ? Il peut y avoir, comme au centre-ville, des places magnifiques, des rues commerçantes et autres. Il peut y avoir, de temps en temps, une zone humide, ce que vous évoquez. Il peut y avoir des éléments de nature, qui sont utilisés pour l'attractivité, mais de manière aussi systémique, dans l'idée d'un fonctionnement global lié au climat, lié à l'évacuation des eaux. Il y a tout ce travail encore une fois sur les bords : comment s'en approcher effectivement ? C'est un enjeu architectural fort, attractif pour une autre manière de vivre, avec des pontons, des terrasses, des encorbellements qui regardent des espaces vivants, qui accueillent la faune.

Une nouvelle forme de ville et de vie est à imaginer, cela me paraît en cours en tout cas à Bordeaux avec cette étude sur les 55 000 hectares. C'est une recherche sur les milieux de vie au sens large, la faune, l'habitat pour les animaux et les humains, qui réinventeraient l'urbain.

Rémi CAMBAU : Bas, sur cette échelle intermédiaire que représente Bordeaux, quel est ton regard international ?

Bas SMETS : Nous avons produit une carte qui est présentée sur le pentagone un peu plus loin. Elle est intitulée « la résilience du territoire » et concerne cinq villes dont Bordeaux. La question est celle de la résistance que la nature nous propose. Où est-il moins facile d'habiter, de construire ? On pense aux zones humides évidemment, à la Garonne, aux jalles. Comment peut-on produire une sorte de carte, peut-être la carte inversée dont vous parliez tout à l'heure qui ne montre aucun élément de bâti, mais seulement ce que la nature propose comme empreinte minimale ? Nous nous sommes dit que chaque vision à l'échelle du territoire devrait partir de cette résistance minimale de la nature, qui est très souvent liée à l'eau. Il y a une sorte presque de continuité par définition, liée à l'eau, qui permet d'imaginer une sorte de nouvelle image pour le territoire.

En faisant les cartes, nous avons constaté une sorte de spécificité indéniable directement liée au territoire. Ainsi, nous avons pu voir une deuxième couronne en manque terrible d'identité. Cela ne se fera pas avec l'architecture, ni l'urbanisme mais peut-être avec ce paysage lié à cette résistance de la nature, et qui peut soudainement créer une autre organisation du territoire.

Rémi CAMBAU : Oui, ce qui ne veut pas dire que l'on n'y habite pas.

Bas SMETS : Au contraire.

Rémi CAMBAU : Mais dans une optique inversée.

Bas SMETS : Nous partons de l'idée qu'il y aura plus d'habitations sur terre. Nous n'essayons pas de gérer cela car nous ne sommes ni architecte ni urbaniste, ou peut-être très peu. Nous nous disons simplement : quels paysages pourront accompagner tout cela ?

Rémi CAMBAU : Jacques MANGON, que retirez-vous de ces pistes-là, de l'idée que Bordeaux soit d'une taille intermédiaire ? Vous l'avez toujours revendiqué.

Jacques MANGON : Il y a une taille minimale pour avoir l'intensité recherchée : il faut l'avoir et en même temps se demander s'il est nécessaire d'aller au-delà. On y a répondu et c'est effectivement non.

Dans cet horizon-là, je crois que nous avons les fonctions de base. Nous avons la taille critique pour l'efficacité. Il y a une question de moyens, d'accumulation de moyens. Je veux dire que les cathédrales se sont construites parce qu'il y avait beaucoup d'argent. Cette taille est utile donc pour accumuler les moyens.

Pour autant, sommes-nous obligés, une fois la taille minimale acquise, de prendre les schémas des villes de 4 à 5 millions d'habitants ? Non, naturellement. Je crois qu'il faut partir de notre histoire, de nos capacités pour faire le projet. Le projet de Bordeaux n'est pas celui d'une autre grande Métropole en plus petit ou en moins bien. C'est Bordeaux. Bordeaux doit jouer sa carte propre. Nous avons des legs de l'histoire, de paysages qui sont considérables. Continuons là-dessus, révélons ce que l'on a à révéler.

Au petit niveau d'une ville comme Saint-Médard-en-Jalles, 30 000 habitants, bien que notre nom les annonce, nous ne voyons jamais les jalles. C'est un petit combat que de les révéler mais il faut le faire.

Nous avons un legs de l'histoire au centre-ville avec un immense parc de 28 hectares, qui débouche en plein centre-ville. Qu'en faire ? Faut-il le bétonner en se disant : « quelle aubaine, 28 hectares en plein centre-ville, on va faire plein d'argent » ? Ou doit-on se dire : « on le préserve, c'est notre projet, mais on fait un projet nature pour redessiner la Ville avec des atouts propres » ?

C'est la seconde logique qu'il faut avoir. Je crois qu'il ne faut pas se tromper sur l'utilisation de la manne de 55 000 hectares. Un grand projet de cette envergure s'écrit dès le début, il ne faut pas verdir par-ci, par-là. Il faut une idée simple, une idée forte, à partir de laquelle on décline plein de choses, plein de nécessités et

alors, un grand projet aboutit. Un projet est une idée globale, forte, ambitieuse, lointaine, que l'on décline avec humilité.

Bas SMETS : Je reviens à cette idée de plan inversé. Je pense que c'est un peu dramatique que le paysage soit pensé à partir des continuités et le développement à partir de développements ponctuels. On ne crée pas de paysages en leur donnant plus d'attention à chaque développement. Le paysage suit une logique que l'on ne peut pas copier ou que l'on ne peut pas créer par des opérations singulières (des toits végétalisés, des ajouts d'arbres, etc.).

En faisant ces cartes, je rêvais d'un urbanisme qui suit la logique du paysage et c'est ce que nous avons fait avec Djamel sur les 55 000 hectares. Nous nous sommes dits : toutes les opérations doivent suivre la logique de la jalle et les règles de la jalle. Il existe une sorte d'identité jallaire le long de la Garonne, il y a une architecture spécifique qui s'est installée en tenant compte de la présence du fleuve.

Il y a peut-être une autre architecture sur les coteaux. De vraies opportunités existent. Je reprends presque l'étude de Reyner BANHAM sur Los Angeles, dans laquelle il disait : « Los Angeles est une ville des quatre écologies ». Il faut définir les écologies, les climats, la spécificité inévitable d'un territoire et créer un urbanisme basé sur cette spécificité qui est liée à la logique de la nature.

Pablo GÉORGIEFF : Je voulais ajouter que la ville de l'immédiat futur est déjà dessinée par les constructibilités des différents documents qui régissent la construction. Nous avons déjà un futur engagé. Je suis très intéressé par l'idée que vous avez exposée, si je l'ai bien comprise, qui est celle de penser un projet de nature dans lequel on imagine ensuite où l'on peut construire en se détachant d'une logique d'opportunités parcellaires, avec lesquelles on cherche à optimiser un reliquat de paysages. Finalement, c'est le fonctionnement actuel.

Je pense que ce grand renversement est une manière de pensée extrêmement intéressante et qu'il mérite d'être mené à bout, notamment dans les territoires de deuxième couronne, où il y a encore cette latitude de travail. Il peut aboutir à des résultats extrêmement intéressants en termes de typologie, de modes d'habiter, de qualité de nature, de productivité. Il me semble qu'il y a un territoire extrêmement fertile pour la recherche et pour la construction de nouveaux modèles. C'est peut-être là que Bordeaux aujourd'hui, avec ses qualités, avec ce défi de Métropole millionnaire et avec cette culture d'un certain savoir-vivre, d'une qualité, d'un certain hédonisme, d'une proposition qui est très ancrée dans l'identité bordelaise, peut trouver son projet à long terme.

Rémi CAMBAU : Les professionnels sont dans les plots de départ, Jacques MANGON. Tout le monde mord à votre proposition.

Jacques MANGON : Je n'en ai jamais douté parce que finalement, on doute rarement des professionnels, on doute des politiques. Mais en même temps, il ne faut pas le faire car sans politique, il n'y aurait pas de grands projets. Il faut aussi rendre aux politiques ce qu'on leur doit. Nous devons à Alain Juppé le Bordeaux d'aujourd'hui. Bien évidemment, il a eu autour de lui beaucoup de matière grise, etc. Mais s'il n'avait pas été là pour dire : « on fait ça, on trace la route et on n'en déroge pas », nous n'aurions pas cela.

Les professionnels ont souvent toutes les compétences, mais c'est aux gens qui ont les manettes d'aller les chercher, de leur dire : « on y va, on le fait ».

Je crois aussi que l'on regrette rarement de penser trop grand. On regrette de penser trop petit, mais de penser trop grand, non car au pire, on fera une ou deux erreurs. C'est ainsi que les grandes choses se font. Je vais être obligé de dire – en ce qui me concerne, ce sera mon mot de conclusion – que la Métropole bordelaise mérite de grandes choses.

Rémi CAMBAU : Oui, vous devez aller à Saint-Médard-en-Jalles. Y a-t-il des questions ?

De la salle : J'ai une question pour Bas SMETS. C'était au sujet de ce que vous avez semblé suggérer sur le paysage et sa pertinence pour la Seconde Couronne. Je voulais vous demander si vous pouviez préciser la relation que vous sembliez établir entre les deux, le potentiel que le paysage peut avoir pour la seconde couronne.

Bas SMETS : Par exemple, nous avons énormément travaillé sur les jalles à l'ouest de la Garonne et nous nous sommes rendu compte que dans la deuxième couronne, il y a très peu d'espace public mais beaucoup de maisons isolées. Toute la qualité que l'on retrouve dans le centre n'existe pas forcément dans ces zones villas.

Après, avec Christian BARANI, nous avons parcouru le Peugue depuis la source, dans le Bois du Peugue jusqu'à ce qu'il se déverse dans la Garonne. Nous avons vu plein d'opportunités, de lieux qui pourraient devenir une sorte de parc linéaire. Il existe de nombreuses zones de rétention d'eau, des lacs, un petit parc, une école. Aujourd'hui, ceci n'est pas vécu comme une continuité. Or, ce serait facile d'imaginer une sorte de piste cyclable ou des connexions douces, parce que finalement, il n'y a que 13 kilomètres des sources à la Garonne. Si nous imaginions nous appuyer ou quelque part amplifier ces éléments de nature préexistante, nous pourrions facilement donner une sorte de repérage à l'échelle du territoire de la deuxième couronne.

En Flandre, on a un peu la même situation. C'est un pays très plat, avec beaucoup de densité de constructions. Là aussi, on essaie à chaque fois d'imaginer une sorte de paysage ou de référence de repérage à l'échelle du territoire. C'est utile. Cela fait peut-être appel à une sorte d'instinct animalier : on sait où est l'eau, on sait où sont les coteaux. Dans l'exposition en bas, on se dirige différemment dans un paysage où on comprend les repérages presque instinctivement.

Ainsi, nous nous sommes concentrés sur l'idée qu'à partir des éléments de la nature, à partir du paysage préexistant, on peut créer une sorte de repérage à l'échelle du territoire.

Rémi CAMBAU : Mais pour l'architecte malgré tout, cela signifie travailler différemment le projet de bâtiment ?

Bas SMETS : Oui, c'est l'exercice que l'on avait fait avec Djamel KLOUCHE. On peut imaginer une autre typologie le long de la jalle, qui est différente de la typologie que l'on aurait utilisée ailleurs.

Djamel KLOUCHE : Je vais dire autre chose. C'est une idée que j'ai depuis un certain temps. Je pense que nous connaissions une sorte de moment de rupture. Je pense que depuis le début de cette table ronde, nous disons tous qu'il faut renouveler les outils de planification. Peut-être que le plan, tel qu'on le connaît, est obsolète et qu'il faut inventer de nouveaux outils pour créer des visions pour une Métropole douce, climatique, enfin inversée, etc.

A un moment donné, l'adhésion des gens est nécessaire. Il faut donc aussi construire – là, je pense à Bordeaux – le lieu où se construit ce projet.

Nous avons aussi travaillé avec Bas à Montpellier, où il nous posait une question assez similaire et à l'époque, nous avons proposé de construire un bâtiment un peu étonnant, que nous avons nommé Crystal Palace, où toutes ces questions pourraient être discutées.

Le paysage comme vecteur de développement n'est pas quelque chose de naturel. Dans une ville, dans un service d'instruction de permis de construire, ou de PLU, ce n'est pas quelque chose de naturel. Nous regardons des zones constructibles pour savoir si elles sont U, UA, UB, avec telle densité, telle hauteur, etc.

Il y a donc une vraie révolution à mettre en place et qu'elle soit incarnée. A Bordeaux, elle s'incarne tous les 2 ans à AGORA qui est devenu un évènement où il y a une sorte d'acculturation collective autour de thématiques. J'ai l'impression

que ce lieu devrait être permanent, un lieu expérimental permanent qui construit ce projet dont personne d'entre nous ne connaît encore exactement la forme.

Nous avons tous des intuitions. Il faut que l'on construise aussi la plateforme qui peut le porter dans le temps. L'enjeu est plutôt de créer la matrice ou la plateforme et surtout le lieu dans lequel nous pourrions partager cette expérience collective et puis cette révolution. Enfin, j'irais jusqu'au mot « révolution ». Il y a une révolution dans les modalités de faire, révolution dans les modalités de penser l'urbain, révolution dans les modalités de penser le vide ou le paysage, révolution dans la construction des outils de planification.

Je pense que tous les outils de planification avec lesquels nous travaillons sont quasiment obsolètes. Un PLU aujourd'hui nous permet de régir la ville. Mais il ne répond pas à toutes les questions climatiques ou alors, dans la défense, dans la définition de zones inondables, inconstructibles. Nous ne parvenons pas à mettre l'intelligence au service de la vision métropolitaine.

Rémi CAMBAU : C'est une révolution qui se passerait dans un cadre négocié en quelque sorte.

Djamel KLOUCHE : C'est obligatoire puisque les populations sont devenues des acteurs incontournables du développement. Je pense aux populations qui vont habiter un territoire ou qui habitent sur ce territoire, elles sont savantes de plus en plus parce qu'elles ont des choses à dire intéressantes.

Rémi CAMBAU : Oui, de plus en plus.

Djamel KLOUCHE : Dans aucune ville occidentale, il n'existe de lieux où on discute de tout ça. Je me rappelle très bien lorsque nous avons fait la Métropole millionnaire, c'était intéressant parce que c'était encore le début de cette réflexion autour du million, autour du projet métropolitain. 7 ans ou 8 ans après, la Métropole est créée, le TGV est arrivé, Euratlantique se développe, la Rive droite se développe. Agora a mis, en quelque sorte, tout le monde autour du sujet. Il faudrait que cette fabrique collective du territoire devienne permanente.

Rémi CAMBAU : Les Allemands avaient un modèle pour fonctionner, qui n'a pas beaucoup pris en France, mais avec lequel ils ont transformé la Ruhr.

Henri BAVA : Djamel parle d'adhésion des populations, et c'est en effet très important que nous ne travaillons pas chacun d'entre nous, en tant que spécialistes. Il n'y a pas l'architecte, le paysagiste, le spécialiste des transports. L'important, c'est d'échanger. AGORA le permet. Faire un projet urbain implique d'avoir une démarche finalement inclusive, qui est intégrative, qui puisse intégrer l'ensemble des questions et qui solutionne justement en créant un lieu.

On reprend par exemple une idée qui avait été émise par Clément BLANCHET, donc à l'époque de OMA, sur Bègles, d'avoir le passage du tram en contre-allée, donc pas le long de la route de Toulouse, mais plutôt en arrière. C'est une manière de prendre le thème des mobilités et d'en faire autre chose, d'associer cette idée du tram et de contre-allée avec une promenade, une sorte de parc linéaire qui rejoint le Delta Vert pour arriver ensuite à la Garonne.

Ce passage du tram se transforme en parc, en piste cyclable, en déplacement doux. Il joue son rôle de continuité hydrique dont parlait tout à l'heure Bas.

Il est important que chacun d'entre nous ne fonctionne pas dans sa spécialité, mais travaille avec l'autre. C'est le projet urbain et la première couche de ce projet urbain est de travailler avec la population. Il y a une envie. On l'a vu dans les différentes discussions cet après-midi, il y a cet engouement du jardinage, pour cultiver la terre. Il me semble intéressant de maintenir des sols ouverts en ville, entretenus par le privé, par des populations et de réfléchir à comment faire ville avec les mobilités, avec ces espaces nouveaux, avec cette sociabilité, des espaces sociaux réinventés grâce à ce travail en commun dans l'espace plus ou moins public, partagé.

Rémi CAMBAU : Pablo GÉORGIEFF ?

Pablo GÉORGIEFF : Pour compléter la proposition révolutionnaire de Djamel, j'ajouterais qu'en plus de ce laboratoire permanent – parce que je pense que c'est une question qui nécessite d'être réactivée en permanence, on ne peut pas y réfléchir une fois de temps en temps et communiquer ponctuellement dessus, je pense que c'est vraiment quelque chose qui est sur le métier –, la fréquentation physique assidue du terrain est fondamentale. Il faut que les techniciens, les politiques et les habitants se retrouvent sur place, sur le terrain, pour discuter les questions parce qu'il y a des choses que l'on éprouve lorsque l'on traverse ensemble ce territoire-là et que l'on fait les 13 kilomètres du point A au point B.

C'est une formule qui doit être mise en œuvre et nous avons fait une proposition en ce sens-là dans les 55 000 hectares, qui s'appelait la « Carte du Bien commun », qui est une carte à date de péremption. C'est une carte de reconnaissance et de proposition sur le territoire, qui est constituée de façon collective, collaborative entre techniciens, experts d'usage, habitants, concepteurs, etc., qui réunit différents types d'idées sur le territoire. L'épaisseur du territoire nécessite que l'on puisse les mettre ensemble dans un grand chaudron, exercice assez difficile qui nécessite d'être fait périodiquement et d'être mis en question. Les bonnes idées perdurent. Celles qui sont difficiles, problématiques, éphémères sont celles dont on mérite de se délester pour

regagner une liberté conceptuelle pour aller de l'avant. Ce type de méthodologie pourrait réellement apporter une nouvelle opérationnalité au projet territorial.

Rémi CAMBAU : Henri BAVA, alors ?

Henri BAVA : Puisque vous me tendiez la perche tout à l'heure, nous avons en Allemagne une agence depuis 17 ans ou 18 ans maintenant. J'y ai appris à engager les populations dès le départ. À l'époque, nous avons du mal à concerter en France. Cela allait plutôt petit à petit et plutôt à la fin du projet, une fois que tout était joué. La manière allemande consiste à questionner la population dès le départ les associations, la population, les différents acteurs sur place, si possible en prenant une bâtisse vide, un hangar. Les équipes peuvent se confronter au territoire.

Cela peut durer une semaine par exemple, une sorte de workshop en loge pour démarrer la réflexion sur le territoire et avoir un rendu intermédiaire et un rendu final pour qu'il y ait plusieurs allers retours. Ce n'est pas uniquement les concerter une fois, leur demander leur avis, il s'agit de créer une interaction et une réponse des équipes à ce qui a été demandé. Les gens peuvent venir vous voir pendant toute la semaine.

Il y a des rendus bien sûr fixes, mais il y a tout un dialogue qui s'opère petit à petit et on a en tête dès le départ toutes les problématiques, toutes les envies, tout ce qui peut créer des points de conflits comme ils disent. Les *konfliktpunkt*, sont une obsession. Quels sont les points de conflit à dénouer ? Quel est l'imaginaire qui va être développé par l'équipe et est-ce que cet imaginaire va entrer en communion ? Est-ce qu'il va trouver un écho auprès de la population ?

Et si, après cette semaine, on sent que la dynamique se met en marche, alors le projet peut se développer. En France, nous avons plutôt l'inverse. Enfin, on avait plutôt, ça commence à changer. On le voit ici aujourd'hui.

Rémi CAMBAU : Oui, ce que l'on appelle la co-élaboration, la co-construction.

Henri BAVA : Mais là, je parle des années 1992-93. Ils y sont depuis quelque temps.

Rémi CAMBAU : Bien sûr, c'était balbutiant. Nous avons un projet, une ligne directrice conceptuelle, un contexte, un cadrage géographique, une méthode d'élaboration. Qu'est-ce qui nous manque ?

Henri BAVA : J'ai envie : chiche maintenant, il faut y aller maintenant, il faut le faire, il faut continuer.

Rémi CAMBAU : Alors, est-ce que le public est prêt à y aller ? Est-ce qu'il y a des questions ?

Myriam LAIDET : Myriam LAIDET du Val de Loire. Je me pose une question toute simple : cette Métropole inversée est effectivement tentante. Mais où est la place de l'agriculture, de la Métropole nourricière dans ce projet ? Les grandes métropoles vivent aussi d'une ceinture agricole, qui permet à cet ensemble urbain de survivre, de se développer. Est-ce qu'il n'y a pas un projet agricole, paysager à mener en lien avec cette révolution de Métropole inversée ?

Rémi CAMBAU : Alors, vous nous rappelez à l'ordre. Vous avez raison parce que nous n'avons parlé que de cela tout l'après-midi effectivement. Pablo GÉORGIEFF.

Pablo GÉORGIEFF : Je pense que sur le projet agricole, il y a une question d'échelle. Après avoir étudié pied à pied le territoire des 55 000 hectares, on s'aperçoit qu'il n'est pas le territoire de solution d'un projet autonome au niveau alimentaire, au niveau agricole, et que la réflexion doit être élargie de façon importante, à ce que les territorialistes italiens appellent la bio-région au moins, donc qui est à définir dans ses contours d'ailleurs. Ils appellent à ne pas définir ce contour par une ligne, ce qui est assez paradoxal. Peut-être que la bio-région bordelaise aujourd'hui va jusqu'à l'Andalousie et jusqu'à la *Mar del Plastico* d'où viennent peut-être 80 % ou 90 % des denrées horticoles que nous consommons. Notre bio-région est assez étendue et je pense que la question agricole est une autre échelle de réflexion territoriale. A mon avis, elle est au moins européenne aujourd'hui.

Comment se manifeste-elle au niveau d'un projet de Métropole ? L'agriculture doit être présente jusqu'à la partie la plus dense de la ville de pierre. C'est une question d'échelle. Il s'agit d'y placer de réelles ambitions en termes de quantité de production, de pédagogie, de compréhension de ce qu'est un système vivant, de ce qu'est notre relation à la nourriture. Il s'agit de voir comment ce que nous mangeons conditionne notre santé en tant qu'individus, mais conditionne le projet planétaire parce que ce que nous mangeons, c'est 80 % des problématiques de la planète. Comment est-ce construit, cultivé ? Avec quelles énergies ? La question alimentaire, pour moi, est extrêmement vaste et je pense qu'elle doit résonner avec le projet métropolitain. Je vois mal comment on pourrait prétendre proposer quelque chose de l'ordre d'une solution.

Rémi CAMBAU : Vous avez raison, on a montré tout à l'heure avec Laure PLANCHAIS qu'aucune Métropole, sauf Brest, n'avait la capacité en terre pleine d'être autosuffisante, ne serait-ce qu'en fruits et légumes. Bordeaux ne pourrait pas être autosuffisante en fruits et légumes. Mais ce n'est peut-être pas ce qu'il faut poser à la question de Madame. Cela n'empêche pas que des pratiques agricoles de proximité peuvent exister : IMMOCHAN nous racontait qu'à Bouliac

se développe avec Fermes d'Avenir une ferme urbaine pour produire localement et qui pourrait subvenir à 10 % des besoins. L'autosuffisance est un leurre pour toutes les villes et toutes les métropoles vraisemblablement, sauf exception. Mais les questions restent. Est-ce ce que vous vouliez dire, Madame ?

Myriam LAIDET : Oui, tout à fait. Le terme de Métropole alimentaire n'est pas exact. C'est une Métropole nourricière, une Métropole qui pense l'alimentation, mais au sens large du terme. Bien sûr, elle n'est pas autosuffisante.

Rémi CAMBAU : Bien sûr.

Myriam LAIDET : Mais maintenant, pour justement éviter d'oublier que l'on se développe grâce à ces ressources du sol et d'un héritage dans la façon dont on a pu cultiver, la fameuse Métropole climatique, à mon avis, doit aussi intégrer ces terroirs alimentaires, même si bien évidemment, on n'a plus la surface foncière que l'on avait avant pour pouvoir alimenter tout le monde sur un point. L'alimentation se réfléchit à une dimension planétaire, avec des réseaux de transports, etc.

Néanmoins, il y a un état d'esprit lié à la terre, lié au sens de la terre et lié aux capacités du lieu à pouvoir justement se ressourcer. Ce n'est pas une question de nourriture, c'est une question de ressourcement et ce ressourcement à mon avis va beaucoup plus loin que simplement un paysage que l'on contemple. Ce ressourcement, c'est une alimentation physique et spirituelle et cette alimentation, on la trouve dans un paysage quotidien et ce paysage quotidien, ce ne sont pas que de beaux arbres, ce n'est pas qu'un parc où on va se promener, c'est aussi un espace qui nous nourrit, mais qui peut nous nourrir physiquement, même si ce n'est pas de façon complète tout le temps.

Rémi CAMBAU : Oui, c'est un contact avec le vivant, qui est tout à fait différent.

Myriam LAIDET : Vivant, tout à fait.

Rémi CAMBAU : Il y a une autre question ? Allez-y, alors.

Anne NOËL : Madame NOEL, urbaniste. Je souhaiterais prolonger ce qu'il vient d'être dit. Vous avez parlé au cours de la présentation de l'interpénétration entre le végétal et le bâti, la nécessité de travailler en harmonie et rappelé que le végétal n'était pas le seul élément du paysage. Il ne faut pas cloisonner les fonctions, ce qui semble assez important dans ce que vous avez développé. Je trouve qu'on n'approche pas assez les espaces non urbains, les espaces dits « naturels », en fonction de leur valeur intrinsèque puisque là, nous parlons de paysage. C'est ce que dit Madame quand elle souligne que l'espace peut avoir une valeur agronomique.

Entre nourrir la métropole, être autosuffisant à 100 % et la nourrir à 3 %, il y a tout un espace entre les deux, sur lequel on pourrait réfléchir. De même, je trouve que vous évoquez très peu la valeur intrinsèque des paysages. Les écosystèmes ont des besoins en tant que tels et pas simplement comme éléments de paysage qu'il serait agréable d'utiliser. Ils ont des besoins précis. A partir de quel moment intervenons-nous trop sur un territoire et cela n'enlève-t-il pas ses fonctions justement en termes d'écosystème ?

Rémi CAMBAU : Oui, le risque du déséquilibre.

Anne NOËL : Par exemple, vous avez expliqué qu'il ne fallait pas simplement être sur la défensive vis-à-vis des zones inondables, mais voir comment on pouvait construire dans ces zones. Je n'y vois aucune opposition. Mais il faut voir le besoin de la zone inondable comme écosystème et comme porteur d'éléments naturels qui ne peuvent survivre que s'ils ont un environnement éventuellement suffisamment grand. Je trouve qu'il y a des dimensions de valeur intrinsèque des espaces que vous ne prenez pas suffisamment compte dans votre approche entre paysage végétal et bâti.

Rémi CAMBAU : On va le développer parce que je crois que c'est ce que voulait dire justement Bas SMETS. Cette révolution, ce renversement, consiste à concevoir à partir de la valeur intrinsèque des espaces naturels. C'est ce que j'ai compris.

Bas SMETS : Oui. Peut-être nous sommes-nous mal exprimés.

Rémi CAMBAU : On l'a dit de façon synthétique.

Bas SMETS : Les cartes présentent cette résilience du territoire, c'est un repérage de tous les services écologiques et de toute l'écologie même du territoire. Nous essayons justement de ne pas regarder où on peut construire, où on peut bâtir, où on peut densifier. Nous essayons de voir la qualité du territoire, ce qu'il faut préserver et ce qu'il faut améliorer. L'ensemble de ces éléments, pour nous, dessine cette résilience du territoire et dessine quelque part le projet futur de paysage, qui n'est absolument pas un paysage esthétique.

Nous essayons toujours de comprendre la logique de la nature, de renforcer et d'utiliser cette logique qui ensuite produira des images. Nous n'essayons jamais de copier une image parce qu'il n'y a aucun intérêt et surtout dans le paysage, qui a un processus cyclique. Nous essayons réellement de partir de la logique même du territoire.

Pablo GÉORGIEFF : Je voudrais dire aussi quelque chose qui s'adresse peut-être aux deux questions simultanément. C'est qu'un des grands trésors que nous avons rencontré sur le terrain, ce sont les femmes et les hommes qui ont été les

agriculteurs et qui sont encore les agriculteurs ou qui sont les chasseurs ou ceux qui entretiennent ou qui ont fréquenté ces espaces dits sauvages. Je pense que c'est extrêmement important aujourd'hui, à l'heure de faire des projets, de recueillir cette expertise du territoire, ce savoir. Il faut passer du temps avec eux sur place. Il faut recueillir, il faut être capable de transmettre ce savoir-faire parce que l'expérience, la connaissance fine qu'ont les gens qui ont cultivé ces terrains à d'autres époques, sont des trésors..

Carlo PIETRINI, fondateur de SLOW FOOD, que vous connaissez peut-être, un célèbre journaliste turinois qui a révolutionné la gastronomie et la manière dont on comprend ce que l'on produit et ce que l'on mange, dit : « il est urgent de mettre à l'université nos derniers grands paysans ». Souvent, ils sont à la périphérie des métropoles, ils ont des savoir-faire extrêmement pointus puisqu'ils produisaient dans des conditions d'intensité, dans des conditions de marché tendu, dans des conditions exigeantes pour la production agricole.

Ce savoir est peu apprécié, peu reconnu à une époque où ces activités d'agriculture périurbaines ont été délaissées, ont été déclarées beaucoup moins intéressantes que le développement de lotissements. Ces agriculteurs ont été souvent extrêmement méprisés et je pense qu'aujourd'hui, c'est important de les réassocier au projet, tant qu'ils sont là, de profiter de leur expérience, de les faire se rencontrer avec les enfants, avec ceux qui vont être le futur de la Métropole. Je pense que les questions de l'agriculture, de la transmission de ces pratiques, du faire-ensemble, du partage du produit et de la connaissance de ces métiers, sont extrêmement importantes. On parle alors de la culture, de la tradition, de la perpétuation de valeurs importantes de la société.

C'est pour cela qu'il faut bien recentrer cette question de l'agriculture et des transmissions des savoirs à sa bonne échelle. C'est également valable au niveau de ce que l'on se représente comme des écosystèmes sauvages, qui sont très souvent gérés pour la chasse, en tout cas autour de la Métropole bordelaise.

Jean-Pierre THIBAUT : Jean-Pierre THIBAUT, Collectif Paysages de l'Après-pétrole. Je pense que Bordeaux n'a pas mal relevé le défi de la gouvernance alimentaire. C'est là que j'ai entendu pour la première fois prononcer ce mot, de la part d'agents de la Ville d'ailleurs ou de la Communauté urbaine.

En revanche, je n'ai pas entendu grand-chose sur l'énergie, l'autonomie énergétique, la transition énergétique. Cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien. Mais peut-être en savez-vous plus que moi. C'est vrai que Bordeaux est juste à côté d'une énorme forêt d'un million d'hectares, qu'il y a de l'eau, qui est parfois courante et parfois agitée par la marée. Mais il n'y a pas de vent. Il n'y aura donc pas d'éoliennes ou pas beaucoup ou alors, elles seront énormes. Y a-t-il quelque chose là-dessus dans les 55 000 hectares ? Peut-on imaginer une

ferme éolienne, avec quelques moutons, peut-être un peu de maraîchage ? La réflexion a-t-elle porté là-dessus aussi ?

Rémi CAMBAU : Joker, je ne sais pas du tout.

Pablo GÉORGIEFF : Il y a les hydroliennes sur la Garonne, non ?

Rémi CAMBAU : Je ne sais pas. Il y a peut-être un projet à développer avec de la biomasse effectivement. J'avoue ne pas savoir si cela a été évoqué. Ce n'est pas vos spécialités, Messieurs.

Pablo GÉORGIEFF : Non.

Rémi CAMBAU : Désolé. On regrette l'absence des vice-présidents pour cette question qui est pertinente.

Beaucoup d'idées ont été brassées, avec un tour d'horizon très complet des approches, des positions, des réflexions et des conduites de projet.

Demain, la question de l'enjeu climatique sera posée avec les maires et les ministres venus d'Inde, de Colombie, venus de Bilbao, de Saint-Pétersbourg, d'Afrique. Nous évoquerons cette question de l'enjeu climatique et de son rapport avec le projet urbain. Puis nous reparlerons de la dimension métropolitaine dimanche et notamment de la question des fractures territoriales. Nous parlions tout à l'heure du périurbain. Nous reparlerons de ces enjeux-là parce que si en effet, la métropolisation monte, un rapport du Conseil économique et social l'a pointé du doigt, les grandes fractures entre pauvres et riches se retrouvent à l'intérieur de ces métropoles, même parmi celles qui sont les plus riches en volume total. C'est à l'intérieur de ces métropoles que se trouvent les plus grandes inégalités, les plus grandes fractures. Ce sera le débat de dimanche après-midi, avant un hommage à Michel CORAJOUR.

Je vous remercie beaucoup, Messieurs. Merci au public bien sûr.

Pablo GÉORGIEFF : Merci pour cette invitation.

(Applaudissements)

LA SÉANCE EST LEVÉE À 18 HEURES 39